

8 Société et Culture

Ici et ailleurs

• Intempéries
Libreville encore sous les eaux



La pluie qui s'est abattue sur Libreville, dans la nuit de lundi à hier, a encore fait parler d'elle. De nombreuses familles ont eu le sommeil perturbé, du fait des inondations observées ici et là dans la ville. Et pas seulement dans les quartiers sous-intégrés de la capitale. De Nzeng-Ayong à IAI, en passant par Alibandeng, Belles-Peintures, Plein-Ciel et même La Sablière... c'est le même constat : que d'eau !

• Santé
Un remède pour l'hypertension ?

Les États-Unis pourraient réduire le nombre de décès annuels de plus de cent mille en appliquant agressivement une réduction de la tension artérielle, a déterminé une étude clinique publiée, lundi, dans une revue américaine. Pour parvenir à ce résultat, les chercheurs recommandent d'abaisser la limite au-delà de laquelle une personne est actuellement considérée comme souffrante d'hypertension. Dans le détail, cette limite pour la tension systolique et diastolique doit être ramenée, selon eux, respectivement de 140 mmHg et 90 mmHg, à 120 mmHg et 80 mmHg.

• Agriculture
Invasion de chenilles

L'invasion d'une chenille légionnaire vorace venue d'Amérique a fait l'objet d'une réunion d'urgence sous l'égide de l'ONU, hier, à Harare (Zimbabwe), afin de discuter des mesures contre cette larve qui a endommagé les cultures céréalières de plusieurs pays africains et fait craindre des pénuries alimentaires.

• Effondrement
Le plus haut barrage des États-Unis écroulé

Les autorités américaines se sont lancées, en Californie, dans une course contre la montre pour tenter de réparer, avant l'arrivée des prochaines pluies, le plus haut barrage des États-Unis.

Rassemblés par AJT

Fonction publique/ A propos de la rumeur d'une réduction en perspective des salaires de fonctionnaires

Jean-Marie Ogandaga dément !

F.B.E.M
Libreville/Gabon

INVITE à l'ouverture du 3e congrès de l'Union des syndicats de l'administration publique, parapublique et privée (Usap), le week-end dernier, le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga, n'était "pas venu pour s'exprimer". Mais piqué par quelques fléchettes de syndicalistes à son endroit et à celui du gouvernement, l'homme dont on sait le franc-parler n'a pas eu d'autre choix que de "prendre (ses) responsabilités".

En ligne de mire, une information relayée dans la sphère syndicale, évoquant une réduction en perspective des salaires des agents publics. Une décision qui découlerait, selon certains syndicalistes, d'un Plan d'ajustement structurel qui aurait été décidé au sortir du sommet des chefs d'États de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) de janvier dernier, à Yaoundé (Cameroun). Jean-Marie Ogandaga a martelé le caractère infondé de cette information,

tout en regrettant "les malentendus" qui vont avec ce sujet.

Remettant les choses dans leur contexte, il a expliqué que le Gabon faisait face, comme le reste du monde, à une crise exogène découlant de la chute du prix du baril de pétrole. Avant d'expliquer : « Tout le monde parle d'ajustement structurel. Mais qu'est-ce qu'un ajustement structurel ? Je prends le cas de nos maisons. Si ma femme et moi travaillons, et gagnons chacun 500 mille francs par mois, le revenu de la famille s'élève à 1 million de francs. Mais si, par extraordinaire, ma femme venait à perdre son travail, il ne nous resterait plus que 500 mille comme entrée d'argent. Alions-nous continuer à avoir la même structure de dépense que lorsque nous gagnions 1 million ? La réponse est non. Il faut s'ajuster. Est-ce que c'est un ajustement structurel ou un ajustement conjoncturel ? Si ma femme est à même de retrouver le travail assez rapidement, c'est un ajustement conjoncturel. Mais si elle est malade pour longtemps, ou si elle est partie à la retraite, cela devient un ajustement



Le ministre de la Fonction publique, Jean-Marie Ogandaga : "Réduire les salaires n'est pas du tout à l'ordre du jour".

structurel. Parce que c'est du durable.»

Le Gabon, a-t-il laissé entendre, est plutôt dans une perspective d'ajustement conjoncturel : adapter la structure de dépense aux nouvelles réalités financières, en attendant un retour à la normale. Mieux, l'économiste de formation a poursuivi en martelant qu'il n'était pas question dans cet ajustement - entamé bien avant la réunion de Yaoundé - de réduire un quelconque salaire d'agent public : « J'ai en-

tendu un autre mot. Que les salaires vont subir un choc. Je me demande bien qui a donné cette information. Car elle est fautive ! A aucun moment, je n'ai eu d'information du chef de gouvernement de qui je reçois les instructions, qui les reçoit lui-même du chef de l'État, qu'il faut réduire les salaires des agents publics. La question est de réduire la masse salariale. Mais est-ce que réduction de la masse salariale signifie réduction des salaires ? Non. Nous voulons réduire la masse salariale, mais on ne

réduit pas les salaires, qui sont placés dans une situation statutaire et réglementaire bien déterminée. Réduire les salaires n'est pas du tout à l'ordre du jour. Réduire la masse salariale, oui. C'est pour cette raison que vous avez entendu, depuis un bout de temps, que nous nous sommes mis en guerre contre des personnes qui perçoivent des rémunérations indues de l'État gabonais. Dans le public comme dans le parapublic. Depuis deux ans, ce travail est en cours au niveau de la Fonction publique. Et je peux vous dire qu'il n'est pas anodin, parce qu'il rapporte des milliards au niveau des caisses de l'État... On n'a pas attendu le FMI ou la Banque mondiale pour le faire, puisque c'est dans le programme du chef de l'État de réduire cette masse salariale, qui est devenue costaud. Ce d'autant plus qu'elle a grossi sans que l'on en voie les effets positifs et productifs. Cela tient dans son ambition et son devoir de maîtriser les dépenses», a expliqué le membre du gouvernement à des syndicalistes intéressés et attentifs.

Choses vues

Les cascadeurs des Nationales 1 et 2

J.F.M
Libreville/Gabon

De nombreux jeunes prennent un malin plaisir à voyager dangereusement, debout ou accrochés derrière des véhicules de transport de marchandises. Frissons garantis.

DANS les virages et les croisements, la scène donne froid au dos. Depuis un certain temps, de jour comme de nuit, un phénomène prend progressivement de l'ampleur sur la Nationale 1 et 2. Plusieurs jeunes, que l'on pourrait qualifier d'inconscients, s'illustrent négativement tout au long du trajet. Ils voyagent, souvent debout, sur de longues distances, accrochés à des voitures qui roulent à grande vitesse, souvent à l'insu du conducteur.

Un acte irresponsable qu'ils posent fréquemment, même lorsque ces véhicules n'offrent pas toutes les garanties de sécurité. Notamment les voitures de type 4x4 qu'affectionnent ces imprudents, selon Rigobert Moussavou Moanda, un notable du village Ekouk, qui voit passer quotidien-



Les forces de sécurités gagneraient à freiner ce phénomène pour ne pas être taxées de laxisme.



Ce cascadeur-voyageur a-t-il vraiment conscience du danger qu'il encourt ?

nement ces jeunes gens défiant la mort. Certains usagers redoutent que ce nouveau phénomène inspire d'autres jeunes sur la Nationale 1 et

2, même si aucune perte en vie humaine liée à ces cascades n'a encore été enregistrée. Cependant, il faut s'interroger sur l'immobilisme des forces de sécurité

qui ont dressé de multiples barrages tout au long des routes nationales 1 et 2. Pourquoi ne sévissent-elles pas ? Doit-on attendre qu'un drame survienne avant qu'elles ne se décident à mettre un terme à ce

phénomène qui met en danger la vie de la jeunesse et des soucis (en termes de responsabilité en cas d'accident) pour les routiers ? En tout cas, il est temps que les forces de l'ordre y mettent fin.

